

Vers un exode industriel ?



Jean-Christophe Berlot
ingénieur
de l'Ecole centrale
de Paris, master
of science
de l'université
de Stanford (USA),
conseil
de synthèse.

Fermetures d'usines, délocalisations, cessations d'usines : Dannon, Philips, Alcatel ont lancé le mouvement. Depuis deux ou trois ans, le regain de croissance nous avait fait remiser la perspective des plans sociaux aux oubliettes. Au moment où l'on parle de récession mondiale, où les Bourses

font un atterrissage vertical plutôt qu'en douceur; on les redécouvre. A nouveau se pose la question du bien-fondé de tels traumatismes. Mais l'ampleur de la vague actuelle incite aussi à se poser une autre question: que cachent ces mouvements ? Ne témoignent-ils d'une réalité plus profonde ? Depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, les entreprises sont résolument parties à la conquête du monde. Recherche de nouveaux marchés en Asie, en Amérique latine et du Nord, en Europe de l'Est, acquisitions ou fusions internationales ont marqué la décennie écoulée. En même temps, les entreprises ont accédé à des fournisseurs moins chers, à taux de main-d'œuvre inférieurs à ceux pratiqués en France, accélérant les mouvements d'externalisation. La parenthèse de l'e-bulle a permis de financer de belles croissances. Après son éclatement, la croissance doit trouver d'autres sources de financement – forcément plus laborieuses.

A travers les délocalisations actuelles, à travers les plans sociaux, il semble bien qu'une nouvelle stratégie soit en train d'émerger : celle de la spécialisation géographique du travail. A

l'Amérique du Nord et à l'Europe de l'Ouest le soin de « penser » le monde de demain, de le concevoir, de le développer. Aux économies « émergentes » le rôle – sous la férule des premiers – de le produire, de le fabriquer.

Aux Etats-Unis, l'évolution est déjà sensible depuis plusieurs années. Les productions polluantes, bruyantes, pénibles, ont été délocalisées vers ces « démocraties » qui peu à peu, sous la houlette du « grand frère » américain, ont gagné le monde (par « démocraties » il faut entendre en fait « économies de marché nouvellement libérées », la plupart des Américains confondant les deux), prêtes à accueillir à peu de frais toutes les productions où elles trouvent un espoir de développement.

A peu de frais, puisqu'en achetant dans les pays en développement nous ne payons ni l'éducation, ni la Sécurité sociale, ni la retraite, ni la sécurité du travail, ni les contraintes d'environnement qui pèsent chez nous. Disons-le : puisqu'une personne qui travaille ailleurs coûte (ne me faites pas écrire « vaut ») tellement moins cher que chez nous. Du coup, nous jouissons d'un pouvoir d'achat sans précédent, puisque, pour presque rien, nous pouvons nous offrir le temps, l'énergie, la santé, alors qu'en face, dans les pays en développement, les citoyens paient la facture : pas de sécurité sociale, la vieillesse sans espoir, les enfants privés d'éducation.

Dit simplement, cela s'appelle de l'esclavage. Les riches exploitent les pauvres en les assurant de la bienveillance des grands frères occidentaux, et sans même leur promettre des jours meilleurs quand ils se seront libérés.

Le FMI dicte sa loi : pour obtenir des fonds, il faut une économie structurée, prête à lier sa vie à celle de l'Occident, en empruntant dans ses devises, en investissant dans ses systèmes de production. Bien sûr, ces pratiques peuvent donner aux plus pauvres de la planète une perspective de développement économique. On pourrait alors proposer une loi : qu'au moins le travail réalisé à l'étranger pour nous le soit dans les mêmes conditions de sécurité, d'environnement, d'éducation qu'il le serait ici.

Où en sommes-nous ? D'un côté, chez nous, des hommes et des femmes sont licenciés avec la sensation – justifiée – d'un immense gâchis : celui de leur investissement quotidien mis à la porte, bafoué. De l'autre, un esclavage de populations qui ne jouissent d'aucune sorte de sécurité. Est-ce bien raisonnable ? Est-ce bien responsable ?

Il faut comprendre comment fonctionne le cercle vicieux. Ici on se bat pour les 35 heures, on réclame des hausses de salaire, on paralyse le trafic

« sociaux ». Par nos désirs de consommation. Par notre recherche aveugle des prix les plus bas (qui en même temps nous empoisonnent la santé). Qu'y gagne l'humanité ? Un immense déséquilibre. D'une part, ce mouvement de désindustrialisation des pays occidentaux nous rend totalement dépendants. Si demain les pays « en développement » s'arrêtaient de produire (et, surtout, de nous fournir leur production), notre opulence cesserait du jour au lendemain. En 1973, cela s'appelait « la crise du pétrole ». Nous n'avions pas de pétrole, et nous en dépendions de plus en plus. Quelle « crise » attendrons-nous pour remettre à leur niveau les achats que nous effectuons dans ces pays en développement ?

Par ailleurs, nous nous préparons sans doute un formidable retour de bâton. Car il faudra être sacrément fort pour conserver cette « longueur d'avance » de valeur ajoutée, face à des économies qui se battent aujourd'hui pour leur survie.

Quelles conséquences en tirons-nous ?

Les politiques dilapident les « cagnottes » de la croissance pour satisfaire les caprices des uns et des autres, sans même leur expliquer ce qui se joue à leur insu. Car, honnêtement : se comporte-

raient-ils ainsi, si on prenait le temps de leur expliquer ? Les partenaires sociaux, patronat et syndicats, s'enferment dans des joutes sans fin. Les dirigeants d'entreprise crient au scandale, prennent acte, et, sans rien dire à quiconque, arbitrent entre les différentes parties de leur échiquier mondial. Et, ainsi, le cercle vicieux perdure et s'amplifie.

Politiques, économistes, financiers, entrepreneurs, salariés : est-ce bien là ce que nous voulons ?

Plus on augmente le coût du travail dans les pays riches, plus on condamne le travail de main-d'œuvre à s'expatrier dans les pays en développement.

pour des primes supplémentaires, on manifeste pour une retraite à 55 ans. A ce compte-là, on n'a plus les moyens de se payer que les travaux à forte valeur ajoutée, ou à forte proximité. Et l'on condamne de fait les travaux de main-d'œuvre à s'expatrier.

Il ne faut pas forcément croire à la fatalité des mouvements actuels de délocalisation et de désindustrialisation des économies occidentales. Nous les induisons nous-mêmes. Par notre exigence de toujours plus d'avantages